

Convention collective
IDCC : 9112. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES
DE LA ZONE VITICOLE
(Aude)**
(21 juillet 1998)

(Etendue par arrêté du 19 octobre 1998,
Journal officiel du 22 octobre 1998)

AVENANT N° 38 DU 25 JUIN 2013

NOR : AGRS1397197M
IDCC : 9112

Entre :

Le syndicat des employeurs de main-d'œuvre de la zone viticole de l'Aude,

D'une part, et

La section fédérale FO ;

Le SYNFOCA ;

Le syndicat départemental de l'agriculture CFDT de l'Aude ;

L'UD CFTC de l'Aude ;

Le syndicat départemental des cadres de l'agriculture CGC de l'Aude,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

*Modification des dispositions relatives au complément
de garantie santé des personnels non cadres*

1. Après le 2^e alinéa du 1^o « Bénéficiaires » de l'article 83 est inséré l'alinéa suivant :

« Le salarié peut également choisir de couvrir sa famille à titre individuel et facultatif. »

2. Le 3^o « Les dispenses d'affiliation » de l'article 83 est remplacé par les dispositions suivantes :

« 3^o Dispenses d'affiliation

Des dispenses d'affiliation à la complémentaire frais de santé sont possibles dans les situations suivantes :

- les salariés et apprentis bénéficiaires d'un contrat CDD d'une durée au moins égale à 12 mois justifiant bénéficier d'une couverture individuelle souscrite par ailleurs ;
- les salariés et apprentis bénéficiaires d'un contrat CDD inférieur à 12 mois ;
- les salariés bénéficiant, y compris en tant qu'ayants droit, d'une couverture collective obligatoire relevant d'un dispositif de prévoyance complémentaire santé déjà en place, à condition de le justifier chaque année ;

- les salariés à temps très partiel dont l'adhésion au système de garanties les conduirait à s'acquitter d'une cotisation au moins égale à 10 % de leur rémunération brute ;
- les salariés bénéficiant de l'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé (ACS), ou bénéficiant de la couverture mutuelle universelle (CMU). »

3. Le 5° « Cotisations et organisme gestionnaire » de l'article 83 est remplacé par les dispositions suivantes :

« 5° Cotisations et organisme gestionnaire

La gestion du régime de prévoyance complémentaire frais de santé est assurée par Agri-Prévoyance, institution de prévoyance, sise 21, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris.

Toutes les entreprises relevant du champ d'application de la présente convention collective sont donc tenues d'adhérer à Agri-Prévoyance pour leur personnel non cadre.

La garantie est financée par une cotisation mensuelle due pour tous les salariés bénéficiaires définis ci-dessus et dont le taux est exprimé en pourcentage du plafond mensuel de la sécurité sociale (PMSS). Le montant de la cotisation est réparti à raison de 50 % à la charge de l'employeur et 50 % à la charge du salarié.

A compter du 1^{er} janvier 2014, cette cotisation sera de 1,07 % du PMSS (soit 0,535 % du PMSS à la charge de l'employeur et 0,535 % à la charge du salarié). A compter du 1^{er} juillet 2014, elle sera de 1,16 % du PMSS (soit 0,58 % du PMSS à la charge de l'employeur et 0,58 % à la charge du salarié).

La cotisation concernant le salarié n'est pas due pour tout mois civil complet d'arrêt de travail médicalement justifié.

Le salarié qui souhaite couvrir à titre individuel et facultatif sa famille doit en informer le gestionnaire de la complémentaire santé. La part additionnelle pour couvrir sa famille est exclusivement à sa charge et lui sera appelée directement par la MSA.

A compter du 1^{er} janvier 2014, cette cotisation additionnelle sera de 1,73 % du PMSS. A compter du 1^{er} juillet 2014, elle sera de 1,94 % du PMSS. »

Article 2

Date d'effet

Le présent avenant entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2014.

Article 3

Dépôt et extension

Les parties signataires demandent l'extension de cet avenant, qui sera déposé à l'unité territoriale de l'Aude, de la DIRECCTE Languedoc-Roussillon, chemin de Maquens, ZI La Bouriette, BP 1006, 11850 Carcassonne Cedex 9.

Fait à Carcassonne, le 25 juin 2013.

(Suivent les signatures.)